

Le bouclier africain contre les catastrophes : la solution financière innovante à trois niveaux de la Banque Mondiale

Points clés:

- **Un financement des risques de catastrophe pour l'Afrique** : les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique Australe ont mobilisé un financement total de 680 millions de dollars auprès du Groupe de la Banque Mondiale pour mettre en place un mécanisme rapide, flexible et durable de réponse aux catastrophes.
- **Une solution financière à trois niveaux pour trois types de risque** : Ce mécanisme adopte une approche à plusieurs niveaux du financement des risques de catastrophe en fonction de la gravité et de la fréquence des chocs.
- **Au cœur du dispositif: un ensemble d'instruments financiers pré-arrangés**, prêts à répondre aux besoins de financement des gouvernements en cas de catastrophe nationale.

Contexte

Les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique Australe sont confrontés à une vulnérabilité croissante face aux catastrophes climatiques, avec des impacts dévastateurs sur leurs populations et leurs économies. Ces dernières années, une série de cyclones tropicaux a durement frappé la région: Idai en 2019 a causé 3 milliards de dollars de dégâts, Eloise en 2021 a affecté 467 000 personnes, Freddy en 2023 a causé 507 millions de dollars de dommages et Chido en 2024 a touché plus de 700 millions de personnes. A cela s'ajoute une sécheresse sévère qui a frappé l'Angola, le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe en 2024. La fréquence et l'intensité accrues de ces chocs climatiques compromettent les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, réduisant les perspectives économiques et accentuent les risques de migration et de conflits dans la région.

Les mécanismes existants de réponse aux catastrophes de la région reposent principalement sur des financements a posteriori et des réaffectations budgétaires, entraînant des réponses tardives et un appui financier limité pour soutenir la



Distribution de fournitures d'urgence à Anjouan. Photo : Direction générale de la sécurité civile des Comores

reprise. Les sources traditionnelles de financement des catastrophes ont été l'aide humanitaire, les réaffectations budgétaires et les ressources des donateurs. Les pays n'ont pas accès à une gamme complète d'instruments financiers pré-arrangés permettant de réagir rapidement aux chocs climatiques modérés, graves et catastrophiques.

Pour relever ces défis, la Banque Mondiale a mis en place le [Programme régional de préparation aux situations d'urgence et de relance inclusive \(REPAIR\)](#) afin de renforcer la préparation financière de la région. Les premiers bénéficiaires ont été les Comores, Madagascar et le Mozambique en 2024 (phase 1), et le Programme a été élargi à l'Angola, au Burundi, au Malawi, aux Seychelles et à la Zambie en 2025 (phase 2).

Objectif financier

Mettre en place une plateforme régionale de financement pré-arrangés utilisant une gamme flexible d'outils pour répondre rapidement aux catastrophes climatiques de gravité variable.

Solution financière

La Banque Mondiale a structuré une approche à trois niveaux, avec un bon rapport coût-efficacité, combinant plusieurs produits financiers pour couvrir un éventail de chocs, allant de modérés à catastrophiques.



Caractéristiques de risque du programme REPAIR/mécanisme de financement

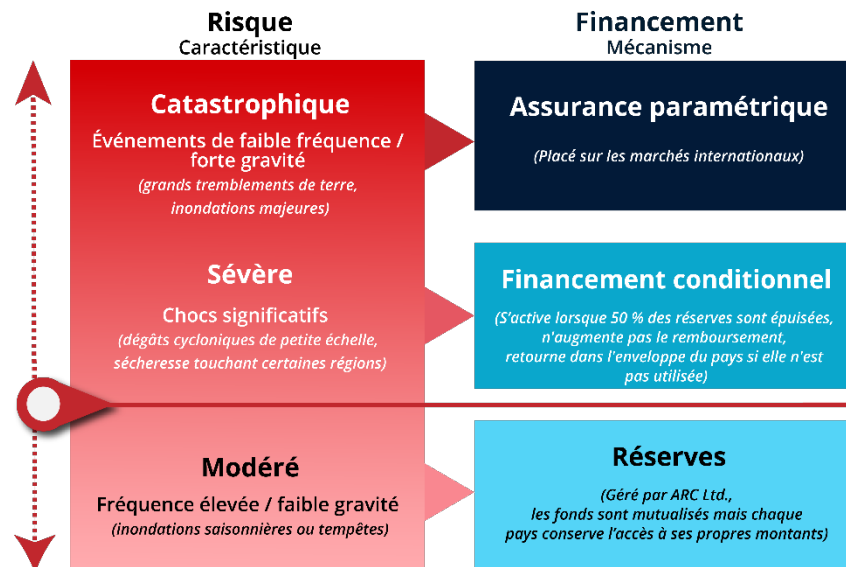


Figure 1

Innovations financières

La facilité REPAIR rassemble plusieurs instruments de la boîte à outils de gestion de crise de la Banque Mondiale afin de répondre au défi croissant du financement des interventions d'urgence face aux catastrophes naturelles. REPAIR apporte trois innovations majeures.

1. **Un financement pré-arrangé** disponible dans un délai de sept jours après un choc éligible, utilisable de manière flexible à partir de trois produits selon les besoins :
 - Des réserves mis à disposition pour les chocs modérés et fréquents causant des dommages relativement limités (financées par l'IDA/BIRD),
 - Un financement conditionnel ([IPF DDO](#)¹) pour les chocs plus graves générant davantage de dommages, activé lorsque les réserves sont épuisées à 50 %,
 - Une assurance paramétrique pour les événements catastrophiques rares mais à fort impact, placée sur le marché international.
2. **L'utilisation de nouveaux produits de la Banque Mondiale** pour financer les catastrophes, y compris le nouveau produit de financement conditionnel (IPF DDO), le paiement de primes d'assurance à partir des fonds des prêts, et

l'utilisation du [Cadre d'incitations financières](#) (subventions, volumes d'emprunt plus importants) pour les pays à revenu intermédiaire participant au programme REPAIR.²

3. **La régionalisation du financement des risques de catastrophe** par l'établissement de la facilité REPAIR au sein du fonds souverain régional de mutualisation des risques, Africa Risk Capacity Limited (ARC Ltd.). Cette approche régionale permet de réaliser de nombreux gains d'efficacité, notamment : un meilleur accès au marché de l'assurance et des conditions tarifaires optimisées grâce à la mutualisation des risques, une standardisation des produits financiers, un renforcement des capacités techniques au niveau régional et une mise en œuvre plus fluide du financement de la réponse aux catastrophes lorsqu'un événement déclencheur survient.

Rôle de la Banque mondiale

Pour ce projet, plusieurs unités de la Banque Mondiale, y compris les unités de gestion-pays, le trésor, le service juridique ainsi que le service des finances et de la comptabilité, ont collaboré sous la direction des équipes régionales et globales de la division finance, compétitivité et innovation (FCI) chargées du financement des crises et des risques de catastrophe. La Banque Mondiale a également coordonné ses

1 L'IPF DDO ne constitue pas une obligation financière tant qu'il n'est pas utilisé. Les ressources non utilisées sont reversées dans l'enveloppe de prêts de la Banque mondiale du pays.

Dans le cas de l'IDA, un prêt IPF DDO ne compte qu'à hauteur de 50 % de l'allocation IDA fondée sur la performance du pays, sans frais associés au produit, lorsqu'il est utilisé pour la préparation aux crises.

2 Compte tenu des avantages transfrontaliers de REPAIR, l'Angola et les Seychelles, pays éligibles à la BIRD, ont bénéficié d'incitations au volume respectives de 75 et 5 millions de dollars, et les Seychelles d'une incitation tarifaire de 700 000 dollars, soutenues par le Cadre d'incitations financières.



efforts avec de nombreux partenaires dans la région, notamment le programme de financement des risques de catastrophe en Afrique (ADRFi) de la Banque Africaine de Développement, le mécanisme de financement du bouclier mondial Global Shield Financing Facility et ARC Ltd. afin de créer une solution complète. En ce qui concerne plus particulièrement les aspects financiers et la structuration de REPAIR, la Banque Mondiale a :

- **Réalisé les analyses préliminaires et les diagnostics** pour aider le gouvernement à développer des stratégies politiques ayant conduit à leur adhésion à REPAIR.
- **Conçu et élaboré la structure financière** du programme REPAIR, y compris les conditions financières de chaque volet.
- **Intégré ARC Ltd. en tant qu'opérateur régional Africa Risk Capacity (ARC Ltd.)**. L'ensemble du programme est géré par ARC Ltd., qui est financé par une subvention de 30 millions de dollars de l'IDA et une subvention de 26 millions de dollars du Global Shield Financing Facility. Ces financements renforcent les capacités des pays pour améliorer leur préparation opérationnelle face aux catastrophes. ARC Ltd. est responsable de la mise en œuvre de la solution financière à trois niveaux et du renforcement des capacités de toutes les parties prenantes. Cette mise en œuvre régionale permet la standardisation des produits ainsi que par une tarification et une opérationnalisation plus efficace.
- **Réalisé des études de marché et mené des consultations** avec les clients et ARC Ltd. sur l'utilisation des instruments financiers dans chacun des volets.
- **Collaboré avec l'IDA** pour la mise en œuvre de la structure financière et des conditions connexes (par exemple, la constitution de la réserve de 50 % sur l'allocation PBA de l'IDA), des commissions alignées sur les autres financements de l'IDA (par exemple, 0 % à la signature des projets) ainsi que le paiement des primes d'assurance par l'intermédiaire de l'IDA/BIRD dans le cadre des opérations de la Banque Mondiale.
- **conseillé ARC Ltd. sur la politique et l'approche d'investissement de REPAIR** (dans le cadre du programme RAMP de la Banque Mondiale).

En associant la Trésorerie de la Banque Mondiale dès le début de la phase de conceptualisation, l'équipe du projet a bénéficié d'un appui pour la conception et la structuration financières adaptées aux besoins spécifiques du projet.

Résultats

La phase 1 du programme REPAIR, approuvé en juillet 2024, qui couvre les Comores, Madagascar et le Mozambique, représente 280 millions de dollars de financement IDA et vise à mobiliser 205 millions de dollars de capitaux privés pour l'assurance paramétrique. Le programme a été testé avec succès lorsque [le cyclone Chido a frappé les Comores en décembre 2024](#). Dans le cadre du projet REPAIR, 124 000 dollars ont été décaissés pour fournir de la nourriture, de l'eau, un soutien médical et des kits de reconstruction aux populations déplacées. Début avril 2025, le ministère des finances du Mozambique a activé le programme REPAIR pour un montant de 16,9 millions de dollars afin de financer les dégâts provoqués par le passage du cyclone tropical Jude, qui a touché environ 300 000 personnes dans la province de Nampula. Les fonds ont été transférés avec succès aux ministères des finances dans un délai de 7 jours après réception de la demande, permettant de livrer nourriture, eau, kits médicaux et abris d'urgence³. La phase 2 de REPAIR, approuvée en juillet 2025, couvre l'Angola, le Burundi, le Malawi, les Seychelles et la Zambie. Elle mobilise 400 millions de dollars de financement du Groupe de la Banque Mondiale (160 millions de prêts de la BIRD et 240 millions de subventions IDA). D'ici à 2031, le programme REPAIR prévoit de s'étendre à quatre pays supplémentaires dans le cadre de la phase 3 et vise à attirer 795 millions de dollars de capitaux privés pour renforcer la résilience de 28 millions de personnes dans la région.

Équipe

Caroline Cerruti, spécialiste principale du Secrétariat financier, ccerruti@worldbank.org

M. Etienne Sannicolo, Spécialiste senior du Secrétariat financier, esannicolo@worldbank.org

Evie Calcutt, spécialiste senior, Financement des crises et des risques de catastrophe, ecalcutt@worldbank.org

Opérations régionales du Groupe de la Banque Mondiale

Consulate K. Rusagara, Chef de service, EAEF2
crusagara@worldbank.org

Prospérité de la Banque mondiale

Niraj Verma, chef de service, EFNLT
nverma@worldbank.org

Trésorerie de la Banque mondiale

Miguel Navarro-Martin, chef de service, Produits financiers et solutions clients mnavarromartin@worldbank.org

³ Extrait du dernier rapport de supervision de la mise en œuvre sur REPAIR.